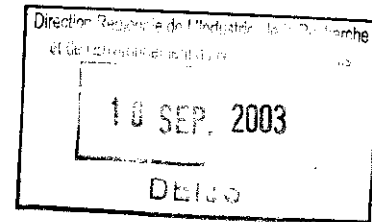


1ere transmission
à S. Lito



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER
DCVC-EIM-TN/FT-n°2003-328



INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



Commune de SAINT-ETIENNE-AU-MONT

S.A. MANOIR INDUSTRIES OUTREAU

ARRETE COMPLEMENTAIRE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 24 avril 1981, 22 octobre 1984, 11 juin 1993 et 18 avril 1994 ayant autorisé la Société MANOIR INDUSTRIES OUTREAU à exploiter une décharge de déchets industriels dite « Crassier d'OUTREAU » sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE-AU-MONT ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2001 ayant fixé le montant des garanties financières pour l'exploitation de cette décharge ;

VU la lettre en date du 23 janvier 2002 par laquelle M. le Directeur de la S.A. MANOIR INDUSTRIES OUTREAU a déclaré l'arrêt de la décharge de SAINT-ETIENNE-AU-MONT ;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Inspecteur des installations classées en date du 8 avril 2003 ;

.../...

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 31 mars 2003 ;

VU la délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du 10 avril 2003 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à cette société, des conditions techniques de valorisation des sables de fonderie issus de la décharge exploitée par la S.A. MANOIR INDUSTRIES OUTREAU à SAINT-ETIENNE-AU-MONT ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 15 avril 2003 ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire en date du 25 avril 2003 ;

VU l'avis de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 11 août 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n°02-10-357 du 26 juillet 2002 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

La Société MANOIR INDUSTRIES OUTREAU, ayant siège 37, Rue de Liège (75008) PARIS CEDEX, ci-après l'exploitant **est tenue**, pour la valorisation en remblai de ses sables provenant de sa décharge de déchets industriels dite « Crassier d'OUTREAU » qu'elle exploite sur la commune de SAINT-ETIENNE-AU-MONT (62), de respecter les prescriptions suivantes :

ARTICLE 2 : SABLES AUTORISES

Les sables de fonderie peuvent être utilisés comme remblai si leur teneur en phénols est inférieure à 1 mg/kg de sable rapporté à la matière sèche et s'ils respectent les valeurs de l'article 6.

ARTICLE 3 : REMBLAI

Il est formellement interdit d'employer les sables hors de leur utilisation en remblai. Ils ne peuvent être utilisés que sur de gros chantiers, tonnage supérieur à 10 000 t.

.../...

L'utilisation possible en remblai, est la suivante :

- remblai compacté d'au plus 3 mètres de hauteur, sans aucun dispositif d'infiltration, et à condition qu'il y ait en surface :

- une structure routière ou de parking ;
- un bâtiment couvert ;
- un recouvrement végétal sur un substrat d'au moins 0,5 mètres.

ARTICLE 4 : LIEUX D'UTILISATION

La mise en place de ces sables doit être effectuée de façon à limiter les contacts avec les eaux météoriques, superficielles et souterraines. L'utilisation des sables, même en remblai, est formellement proscrite dans les cas suivants :

- dans les périmètres de protection (proche et éloigné) des captages d'eau potable ;
- dans les zones inondables ;
- à moins d'un mètre d'une nappe d'eau souterraine ;
- à moins de trente mètres de cours d'eau ou de plans d'eau.

Il conviendra de veiller à la mise en œuvre de tels matériaux à une distance suffisante du niveau des plus hautes eaux connues.

ARTICLE 5 : PARAMETRES A ANALYSER

5.1. Analyses initiales

L'exploitant qualifie les zones des sables susceptibles d'être valorisées . Pour ce faire, il effectue un échantillonnage représentatif des sables de la zone.

Une analyse initiale de ces échantillons est effectuée avant toute nouvelle utilisation et réalisée autant de fois que nécessaire pour garantir la stabilité chimique des sables.

Les paramètres à analyser pour ce déchet donné sont réalisés sur déchet brut et sur lixiviat et sont les suivants.

- Analyses sur déchet brut :
Siccité ; Hydrocarbures totaux.
- Analyse sur lixiviat :

Fraction soluble ;	Ni ;
pH ;	As ;
Cr6+ ;	Hg ;
Cr ,	Cu ;
Pb ;	Phénols ;
Zn ;	COT ;
Cd ;	DCO ;
CN ;	

.../...

Ces analyses sont envoyées à l'Inspection des installations classées. Les résultats des contrôles sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée minimale de trois ans.

5.2. – Analyses de suivi

La caractérisation des sables doit systématiquement comprendre les analyses suivantes :

- Analyses sur déchet brut :
Siccité ; Hydrocarbures totaux.
- Analyse sur lixiviat :
Fraction soluble ; Cr ;
pH ; Phénols ;
Cr6+ ;

L'exploitant doit vérifier hebdomadairement ou tous les 2500 t et autant de fois que nécessaire pour garantir la stabilité chimique des sables, les caractéristiques des sables. Pour ce faire, les tests de caractérisation prescrits ci-dessus sont systématiquement renouvelés.

Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception. Les résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par des commentaires.

5.3. – Méthodes d'analyses des paramètres qui ne font pas l'objet d'une norme

La fraction soluble est exprimée comme le rapport au poids sec de l'échantillon lixivié, du cumul des valeurs obtenues par pesée du résidu sec à $103^{\circ}\text{C} \pm 2^{\circ}\text{C}$ de chacun des trois lixiviats.

La détermination du poids ou du résidu sec sera réalisée conformément aux normes en vigueur, et notamment selon la norme NF 90 029.

Hydrocarbures totaux :

Le principe repose sur une extraction des produits hydrocarbonés par le tétrachlorure de carbone à froid puis un dosage par détecteur à infrarouge.

Méthodes d'analyses des autres paramètres :

L'analyse de la siccité, des teneurs en hydrocarbures totaux ou en PCB est réalisée sur le déchet brut selon les normes appropriées, et notamment :

Siccité NFT X 31.102.

Le test de potentiel polluant est effectué en trois lixiviations successives conformes à la norme NF X 31-210. Les analyses dans les lixiviats doivent être réalisées selon les normes appropriées, et notamment :

.../...

pH NFT 90.008 ;
 Cr6+ NFT 90.043
 Cr NFT 90.112 ;
 Zn NFT 90.112 ;
 Cd NFT 90.112 ;
 Ni NFT 90.112 ;
 Cu NFT 90.112 ;
 Pb NFT 90.112 ;

CN NFT 90.108 ;
 As NFT 90.026 ;
 Hg NFT 90.113 ;
 Phénols NFT 90.204 ;
 COT NFT 90.102 ;
 Fluor NFT 90.042 ;
 DCO NFT 90.101.

ARTICLE 6 : LIMITES

Pour être utilisable en remblai, les caractéristiques chimiques du produit doivent respecter les valeurs limites suivantes (caractéristiques établies à la suite du test de lixiviation décrit ci-dessus) :

- $6,5 < \text{pH} < 8$,
- phénols $< 1 \text{ mg/kg}$,
- $\text{Cr6+} < 1 \text{ mg/kg}$.

ARTICLE 7 :

L'exploitant est responsable de l'élimination de ses déchets. A ce titre, il doit garantir le respect des dispositions édictées par le présent arrêté, y compris en ce qui concerne le respect des restrictions d'utilisation des sables en remblai. L'exploitant devra disposer de la traçabilité concernant les zones où les sables ont été mis en œuvre. Des plans seront disponibles chez l'utilisateur et devront avoir une échelle suffisante pour démontrer le respect des dispositions édictées aux articles 3 et 4 du présent arrêté. Ils seront communiqués à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 : TRANSPORT

Toutes précautions doivent être prises pour limiter les envois des sables pendant l'entreposage ainsi que lors de leur chargement ou de leur transport (stockage couvert, camions fermés...). Aucun stockage intermédiaire n'est autorisé. Les sables sont immédiatement utilisés pour le remblai.

ARTICLE 9 : SUIVI

Un registre est tenu à jour où sont consignées les données suivantes :

- la date de départ,
- la nature et la destination des sables,
- le poids des sables,
- le nom du transporteur,
- le lieu de leur utilisation.

.../...

Lors du départ du déchet vers l'unité d'utilisation, l'exploitant est tenu d'émettre un bordereau de suivi (annexe 1) qui accompagne les sables jusqu'à l'installation d'utilisation. L'utilisateur en renvoie un exemplaire à l'exploitant, certifiant ainsi leur utilisation.

ARTICLE 10 :

Un plan d'exploitation en plan et altitude de la décharge indique les lieux de prélèvement prévus, les lieux d'analyses effectués.

ARTICLE 11 : BILAN DE FIN DE CAMPAGNE

A la fin de la campagne, l'exploitant réalise un bilan de la campagne de valorisation.

ARTICLE 12 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 13 :

L'établissement sera soumis à l'Inspection de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, chargé de veiller à ce que les conditions prescrites soient observées en tous temps, ainsi qu'à celle de M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours, plus spécialement chargé de la surveillance en ce qui concerne les dangers d'incendie.

ARTICLE 14 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de SAINT-ETIENNE-AU-MONT et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise est affiché à la Mairie de SAINT-ETIENNE-AU-MONT. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

.../...

ARTICLE 16 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, m. le Sous-Préfet de BOULOGNE-SUR-MER et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Directeur de la S.A. MANOIR INDUSTRIES OUTREAU et au Maire de la commune de SAINT-ETIENNE-AU-MONT.

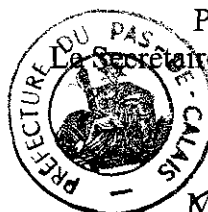
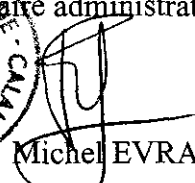
ARRAS, le 14 août 2003

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, chargé de mission,

signé : Michel PROVOST.

Ampliation destinée à :

- M. le Directeur de la S.A. MANOIR INDUSTRIES OUTREAU
43, Rue Pierre Curie à OUTREAU
- M. le Sous-Préfet de BOULOGNE-SUR-MER
- M. le Maire d'OUTREAU
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Inspecteur des Installations Classées à DOUAI
- Dossier
- Chrono

Pour le Préfet,
Le Secrétaire administratif délégué,
 
Michel EVRARD.